

## Ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social

Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine Le directeur régional

à

POLE TRAVAIL

Adresse postale

10, rue Mazagran BP 10676 54063 NANCY Cedex EUROLORRAINE 39, avenue de Thionville 57140 WOIPPY

Nancy, le 23 juin 2015

lorrai-poleT@direccte.gouv.fr

Téléphone : 03.83.30.89.56 Télécopie : 03.83.30.89.79

Horaires d'ouverture au public du lundi au vendredi 08h30 – 12h00 13h30 – 17h00 Dossier suivi par B. OCTAVE Lettre recommandée avec accusé de réception

Le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine,

**VU** le Code du travail et notamment les articles L4644-1 et suivants, R4644-1 et suivants relatifs à l'enregistrement des intervenants en prévention des risques professionnels ;

VU la demande d'enregistrement présentée le 29 mai 2015 par la société EUROLORRAINE ;

**CONSIDERANT** que la demande d'enregistrement contient les justificatifs attestant de la détention des qualifications et/ou expériences professionnelles requises par l'article D4644-6 du code du travail ainsi qu'une déclaration d'intérêt;

## DECIDE

**Article 1:** L'enregistrement de la société EUROLORRAINE au titre d'intervenant des risques professionnels sous le numéro 2015-13 est valable pour une durée de cinq années, s'agissant de Madame Agnès SEGONDY et Monsieur Hervé FISCHER;

**Article 2**: Il peut être mis fin à tout moment au présent enregistrement lorsque l'intervenant des risques professionnels ne dispose pas des compétences nécessaires, qu'il ne respecte pas les prescriptions légales ou qu'il n'est plus en mesure d'assurer sa mission ;

**Article 3**: L'intervenant en prévention des risques professionnels tient à disposition les éléments permettant de justifier son activité.

P/le directeur régional,

La directrice régionale adjointe,

Responsable du pôle Travail

Marie-France RENZI

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours hiérarchique devant le Ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social (Direction Générale du Travail, 39-43, quai André Citroën 75902 PARIS CEDEX 15) et/ou contentieux devant le tribunal administratif de Nancy.